[Prénom][NOM]
[Adresse1]
[Code Postal] [VILLE]
Tél. : 01.23.45.67.89

[Nom Destinataire]
[Adresse Destinataire]
[Code Postal] [VILLE]
Paris, le 29/07/2026

Contestation de la facture de travaux et demande de restitution du dépôt de garantie

Madame, Monsieur,

Vous m'avez adressé une facture d'un montant de [montant] euros (facture n° [numéro de facture] du [date de la facture]) au titre de travaux réalisés dans le logement situé [adresse complète du logement], que j'ai occupé jusqu'au [date de sortie], date à laquelle je vous ai restitué les clés.

Or, lors de l'état des lieux de sortie établi contradictoirement le [date de l'état des lieux de sortie], en présence des deux parties, aucune dégradation n'a été relevée. Le document, signé de votre main comme de la mienne, décrit au contraire un logement rendu en bon état d'usage. Vous en trouverez une copie jointe au présent courrier.

Les travaux que vous me facturez, à savoir [nature des travaux : réfection de peinture, changement de moquette, nettoyage], ont été décidés et engagés après mon départ, sans constat contradictoire et sans que j'aie pu en vérifier le motif. La règle est pourtant claire : le locataire ne répond que des dégradations imputables à son occupation, appréciées par comparaison entre l'état des lieux d'entrée et celui de sortie. L'usure normale du logement et les travaux de rafraîchissement que vous choisissez d'effectuer entre deux locations restent à votre charge.

Je conteste donc formellement devoir le règlement de cette facture et vous demande son annulation pure et simple, ainsi qu'une confirmation écrite qu'aucune somme ne me sera réclamée à ce titre.

Par ailleurs, je vous rappelle que l'intégralité du dépôt de garantie que je vous ai versé à mon entrée dans les lieux, soit [montant du dépôt de garantie] euros, doit m'être restituée au plus tard le [date limite de restitution], l'état des lieux de sortie étant conforme à celui d'entrée. À défaut de restitution dans ce délai, cette somme est majorée de plein droit.

Sans réponse favorable de votre part sous quinze jours, je saisirai la commission départementale de conciliation, puis, si nécessaire, le tribunal judiciaire du lieu de situation du logement afin de faire valoir mes droits.

Dans l'attente de votre réponse, je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

[Prénom][NOM]

Signature